

La "suédoise" s'apprête à lâcher du lest sur l'équilibre budgétaire

■ Le retour à l'équilibre serait reporté à 2019 au lieu de 2018. Le fédéral veut se faciliter la vie.

L'équipe fédérale semble acquise à l'idée d'une certaine souplesse budgétaire. Confrontée à une série de mauvaises nouvelles financières (moindres rentrées fiscales, impact économique négatif du terrorisme, etc.), la "suédoise" s'apprête à reporter le retour à l'équilibre budgétaire prévu à l'origine pour 2018. De source gouvernementale, ce report serait toutefois très "light": 1 an de rabiot. L'année de la fin de la législature - 2019 - deviendrait en même temps le nouvel horizon budgétaire pour le gouvernement Michel.

Ce report doit cependant encore être discuté et validé par les partenaires de la coalition. Le retour à l'équilibre en 2018 figure en effet noir sur blanc dans l'accord de gouvernement. Il faudra donc que les poids lourds fédéraux de la N-VA, du MR, du CD&V et de l'Open VLD approuvent ce changement.

Justement, quelles sont les positions respectives? Ces derniers mois, le MR avait ouvert la

porte à un timing plus souple. Les nationalistes semblent du même avis, même si le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), a affirmé lundi après-midi que le retour à l'équilibre en 2018 restait l'objectif à ce stade. Quant aux démocrates-chrétiens, ils sont en faveur d'une bouffée d'air. Pour Kris Peeters, vice-Premier ministre CD&V, l'assainissement des finances ne doit pas grever la création d'emplois et la reprise. C'est ce qui ressort d'une interview accordée au "Standaard". Restent les libéraux flamands: ils veulent incarner la ligne dure en matière de dépenses publiques et, pour l'instant, ils ne se sont pas convertis à l'idée d'un report.

2,4 milliards

Petit rappel chiffré: pour maintenir la trajectoire du retour à l'équilibre budgétaire structurel en 2018, comme convenu avec la Commission européenne, le gouvernement fédéral doit trouver 2,4 milliards d'euros pour 2016 et 2017. C'est ce que le comité de monitoring avait indiqué en juillet dernier.

Avec un trou pareil à combler, la majorité fédérale commence à s'inquiéter: l'austérité réduit la

marge de manœuvre pour mener sa politique. "La Commission européenne n'exige pas un retour à l'équilibre pour 2018, justifie une source "suédoise". L'Europe veut simplement que l'on réduise

régulièrement les déficits publics. Ce qui compte, c'est de respecter une trajectoire."

Très concrètement, ce report donnerait un peu d'oxygène au gouvernement fédéral alors que des élections sont prévues en 2018 (locales) et en 2019 (fédérales, régionales et européennes). La majorité fédérale veut pouvoir annoncer encore quelques "bonnes nouvelles" d'ici là, donner un peu de lustre à cette alliance atypique. "Jobs, jobs, jobs..." c'est la devise brandie par le Premier ministre Charles Michel pour résumer les intentions de son équipe. Il sait que les électeurs jugeront le bilan de la "suédoise" à l'aune des améliorations économiques (baisse du chômage, créations d'entreprises, etc.) et non sur la base de grands agrégats budgétaires qui restent fort abstraits.

Pas neuf

Reste que le report à 2019 est évoqué depuis plusieurs mois déjà. Au début de cette année, la ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR), l'évoquait comme une possibilité: "C'est une option mais il faut savoir que c'est le gouvernement qui s'est engagé pour un équilibre en 2018. C'est donc ce gouvernement qui décidera de postposer. Mais, attention, ce n'est pas une solution miracle." Le report à 2019 ne serait, en effet, qu'une pièce d'un puzzle plus vaste destinée à équilibrer les comptes.

On sera vite fixé: le report, s'il y en a bien un, devra être validé politiquement dans le cadre des nouveaux rounds de négociation budgétaire qui s'annoncent dans les prochains jours.

F.C.

La majorité fédérale veut pouvoir annoncer encore quelques "bonnes nouvelles" avant les prochaines élections.